

Dans un appel adressé aux jeunes du «hirak» et à l'armée

## La réponse cinglante de Taleb Ibrahimî à Gaïd Salah



Ahmed Taleb Ibrahimî revient à la charge, ce mercredi encore, dans une nouvelle lettre, mais cette fois-ci signée de manière individuelle, pour s'exprimer sur la situation politique du pays.

Dans un appel adressé à la fois aux jeunes du «hirak» et à l'armée, l'ancien ministre des affaires étrangères répond plutôt de manière cinglante au général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, qui s'interrogeait dimanche dernier sur «l'absence flagrante des personnalités nationales, des élites et des compétences nationales face aux évènements et évolutions accélérés que connaît notre pays et qui requièrent des propositions constructives à même de rapprocher les points de vue divergents».

«Voici ma vision pour une sortie de crise. Elle vient s'ajouter aux dizaines d'initiatives proposées par des partis, des syndicats et des personnalités. Et je m'étonne d'ailleurs que celles-ci n'aient pas été visibles par les décideurs», rétorque Ahmed Taleb Ibrahimî.

Ainsi donc, l'ancien ministre considère que l'institution militaire, et quand bien même elle «se caractérise par la discipline et sa non-ingérence dans les affaires publiques», elle se doit d'«écouter les élites et les sages de la nation», étant donné «la conjoncture particulière».

Aussi, considère-t-il, que l'institution militaire ne doit pas être un «soutien aux institutions honnies par le

peuple». Plus clairement, Ahmed Taleb Ibrahimy fait référence à l'appui d'Ahmed Gaïd Salah au chef de l'Etat intérimaire, Abdelkader Bensalah, et au gouvernement Bedoui.

Mais si l'ancien ministre soutient que «l'intervention» de l'institution militaire est «légitime», il estime cependant qu'«elle ne doit pas constituer une alternative à la légitimité populaire». Bien au contraire, relève-t-il, elle «doit être un canal pour concrétiser cette légitimité à travers une réponse claire aux revendications populaires», pour qu'elle «ne dévie pas vers la reproduction des moyens et des mécanismes de l'ex-pouvoir sous de nouvelles appellations qui confondent stabilité institutionnelle et constitutionnelle, et ambitions de pouvoir».

Dans le même contexte, et s'agissant du débat autour de la Constitution, Ahmed Taleb Ibrahimy est plutôt pour une solution politique, c'est-à-dire une phase de transition.

Il pense d'ailleurs que «beaucoup d'Algériens ne voient aujourd'hui aucune gêne à dépasser» la question du respect du cadre constitutionnel, étant donné que «l'absence de culture de l'Etat chez le système» a fait que la Constitution a été utilisée comme «moyen de pouvoir» et non pas comme «référence».

Il suggère enfin que la sagesse veut que «la légitimité objective» prime sur « la légitimité formelle», partant du principe de «droit du peuple au changement continu».

**Rédaction Web**